



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

January 22, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le cadre de transition d'Haïti a subi son épreuve la plus sévère au cours des dernières 24 heures lorsque plusieurs membres du CPT ont tenté de révoquer le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, pour être bloqués par un avertissement explicite des États-Unis menaçant de sanctions contre les acteurs déstabilisateurs. Le coup institutionnel avorté expose de profondes fractures au sein de l'autorité de transition à quelques jours seulement de l'échéance du 7 février. Simultanément, les opérations de la PNH dans le corridor Bercy-Arcahaie et le centre de Port-au-Prince ont généré environ 6 000 nouveaux déplacements depuis le 6 janvier, mettant à rude épreuve des systèmes humanitaires fonctionnant déjà à 10 pour cent de capacité hospitalière. Le contrôle territorial des gangs demeure à 80-90 pour cent de la capitale tandis que le déploiement de la force de sécurité internationale stagne à 1 000 effectifs contre un objectif de 5 500.



RESUME RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le gouvernement américain a émis une menace directe d'action contre les membres du CPT soutenant la tentative de révocation du PM

Les opérations de la PNH à Bercy et au centre-ville de Port-au-Prince se poursuivent avec équipement lourd et frappes de drones

Environ 6 000 personnes nouvellement déplacées dans la capitale depuis le 6 janvier suite aux opérations de sécurité intensifiées

La RN1 demeure impraticable à plusieurs points entre Port-au-Prince et l'Artibonite

La force de la GSF reste à environ 1 000 effectifs avec un déploiement complet repoussé à l'été 2026

DEVELOPPEMENT 1: Tard le 21 janvier, plusieurs membres du Conseil Présidentiel de Transition ont rédigé et signé une résolution visant à démettre le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé. Initialement cinq membres auraient signé le document, mais au moins un a ensuite retiré son soutien, empêchant la formation d'une majorité de travail. Laurent Saint-Cyr, agissant en tant que coordonnateur du CPT, s'est activement opposé à la manuvre et a fait circuler une lettre aux membres du conseil avertissant que toute tentative de déstabiliser la composition du gouvernement si proche des échéances critiques de transition saperait l'ensemble du processus démocratique. La tentative de révocation s'est effondrée quelques heures après que l'Ambassade des États-Unis ait publié une déclaration publique inhabituellement directe avertissant que quiconque soutiendrait des changements gouvernementaux à ce stade agirait contre les intérêts américains et que Washington agirait en conséquence.

L'intervention américaine représente un niveau sans précédent de pression explicite sur les acteurs politiques haïtiens. Le sous-secrétaire d'État Christopher Landau a renforcé le message via les médias sociaux et les points de presse, présentant tout changement gouvernemental comme favorisant intrinsèquement les intérêts des gangs. L'avertissement comporte une menace implicite de restrictions de visa et de mesures potentielles de type sanctions contre des membres individuels du CPT, augmentant les enjeux personnels pour les politiciens haïtiens envisageant des manuvres institutionnelles. Ce pouvoir de veto externe sur les décisions des élites démontre le degré auquel

l'architecture de transition d'Haïti dépend désormais de garanties internationales plutôt que d'un consensus politique intérieur.

La crise immédiate a été contenue mais les tensions sous-jacentes au sein du CPT demeurent non résolues. Plusieurs coalitions politiques continuent de proposer des structures de gouvernance post-échéance concurrentes, notamment le cadre de COPPOS-Haïti pour une transition étendue de 24 mois avec un exécutif bicéphale et l'argument de l'Initiative de la Société Civile selon lequel le CPT a échoué dans son mandat et ne peut légalement s'étendre lui-même. Ces visions divergentes créent une incertitude significative pour la continuité institutionnelle au-delà de l'échéance, sans mécanisme encore établi pour résoudre les désaccords fondamentaux sur l'architecture de transition.

Pour les acteurs opérationnels, la tentative avortée de révocation du PM signale que les structures gouvernementales de base persisteront probablement pendant la période d'échéance immédiate en raison de la pression externe, mais la légitimité intérieure de ces structures reste contestée. Les organisations internationales et les entreprises doivent se préparer à des scénarios allant de revendications d'autorité contestées à des arrangements informels de partage du pouvoir qui préservent les ministères fonctionnels pendant que les élites politiques négocient des cadres de transition plus larges. L'avertissement américain clarifie également que les restrictions de visa et les sanctions demeurent des outils actifs pour façonner le comportement politique haïtien, augmentant l'imprévisibilité dans la prise de décision des élites.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Conseil Présidentiel de Transition a été établi par l'accord politique du 3 avril 2024 comme mécanisme de présidence collective pour guider Haïti vers des élections après l'assassinat en 2021 du président Jovenel Moïse et l'effondrement institutionnel subséquent. L'accord original spécifiait des limites de mandat mais laissait une ambiguïté sur les conditions d'extension, créant les disputes actuelles sur la légitimité du mandat.

POINTS DE DISCUSSION

Les divisions internes du CPT ont presque produit un effondrement gouvernemental en 24 heures avant l'intervention américaine

Washington a démontré sa volonté d'utiliser des menaces de sanctions explicites comme levier politique en temps réel

Plusieurs coalitions haïtiennes proposent des propositions incompatibles pour la gouvernance au-delà de l'échéance de transition

Aucun mécanisme de consensus n'existe pour résoudre les désaccords fondamentaux sur l'extension de transition

La communauté internationale privilégie la continuité institutionnelle plutôt que la conformité constitutionnelle stricte

Le risque de sanctions personnelles pèse désormais directement dans les calculs politiques de l'élite haïtienne

DECISIONS RECOMMANDEES

Maintenir des plans d'urgence pour une autorité gouvernementale contestée après l'échéance avec plusieurs prétendants à la légitimité
Surveiller les annonces de restrictions de visa comme indicateur avancé de la pression américaine sur des acteurs politiques spécifiques
Engager simultanément plusieurs représentants de coalitions politiques pour éviter de soutenir un seul cadre de transition
Préparer un langage contractuel flexible pour les accords gouvernementaux qui accommodent les structures d'autorité intérimaires
Établir des protocoles organisationnels clairs pour valider l'autorité de signature de l'État dans des scénarios contestés
Informar le personnel de la probabilité de revendications de gouvernance parallèles et des procédures pour naviguer l'ambiguïté institutionnelle



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 2: Les opérations de la Police Nationale d'Haïti dans la zone de Bercy entre Cabaret et Arcahaie le long de la Route Nationale 1 se sont poursuivies pendant plus de deux semaines avec des affrontements soutenus contre des gangs basés à Canaan tentant d'étendre le contrôle territorial vers Arcahaie. Dans la nuit du 20 au 21 janvier, les forces de la PNH soutenues par des unités de la force d'intervention gouvernementale et des partenaires de sécurité internationaux ont mené des opérations qui ont tué six membres présumés de gangs et saisi des armes et munitions. Malgré le début des opérations le 4 janvier, les évaluations de sécurité indiquent que le corridor de Bercy n'a pas été entièrement sécurisé et le retour des civils demeure impossible en raison des combats en cours. Le corridor RN1 plus large fait face à plusieurs menaces simultanées incluant des barrages d'autodéfense communautaires près de Saint-Marc et des attaques de gangs autour de Montrouis qui ont déplacé environ 1 120 personnes.

L'importance stratégique du segment Bercy-Arcahaie découle de sa position comme route terrestre principale reliant Port-au-Prince au nord d'Haïti incluant le Cap-Haïtien et le grenier agricole de l'Artibonite. Le contrôle des gangs sur ce corridor permet l'extorsion systématique du trafic commercial tout en coupant l'accès humanitaire aux populations affectées par la violence dans le Bas-Artibonite et le Plateau Central. La campagne prolongée de la PNH indique des capacités défensives significatives des gangs et suggère que même avec le soutien international, les forces de sécurité haïtiennes manquent de force pour rapidement nettoyer et tenir le territoire contesté. Les opérations ont généré des gains tactiques localisés mais n'ont pas fondamentalement modifié le calcul de sécurité pour les mouvements routiers.

Simultanément aux opérations de Bercy, la PNH a intensifié les activités dans les quartiers du centre de Port-au-Prince incluant Bel-Air, La Saline, Delmas 2/4/6, et les zones près du centre administratif. Ces opérations emploient des drones chargés d'explosifs, de l'équipement lourd de démolition, et des véhicules blindés dans des balayages soutenus à travers des bastions de gangs précédemment inaccessibles. Les responsables de sécurité affirment avoir rétrogradé des portions du centre-ville du statut de sécurité rouge à orange, mais les opérations ont généré environ 6 000 nouvelles personnes déplacées internes depuis le 6 janvier selon l'OIM et OCHA. Les services de santé ont été sévèrement perturbés, avec Médecins Sans Frontières suspendant les activités à Bel-Air après que des installations aient été prises dans des tirs croisés et qu'un ex-volontaire ait été tué.

Le schéma tactique émergeant des opérations de Bercy et Port-au-Prince montre que la PNH peut obtenir des gains territoriaux temporaires lorsqu'elle est soutenue par le personnel de la GSF et des contractants de sécurité privés, mais manque de capacité pour établir une présence soutenue et une autorité civile dans les zones nettoyées. Chaque opération génère des déplacements qui mettent à rude épreuve les systèmes humanitaires fonctionnant déjà sous de sévères contraintes de ressources, avec seulement environ 10 pour cent des installations de santé à capacité hospitalière pleinement opérationnelles. Pour la planification opérationnelle, cela indique que la RN1 demeurera un corridor à haut risque inadapté aux mouvements commerciaux ou humanitaires de routine jusqu'à ce que les forces de sécurité puissent démontrer la capacité de tenir le territoire nettoyé plutôt que de simplement mener des balayages cinétiques.



CONTEXTE HISTORIQUE

La Route Nationale 1 sert comme route artérielle principale nord-sud d'Haïti reliant la capitale aux régions grenier et aux villes de second rang. L'expansion des gangs depuis la zone métropolitaine de Port-au-Prince vers les corridors environnants s'est fortement accélérée en 2024-2025 alors que les groupes armés cherchaient à contrôler des points de contrôle générateurs de revenus et à étendre l'influence territoriale au-delà des zones urbaines saturées.

POINTS DE DISCUSSION

Les opérations de la PNH à Bercy en cours depuis le 4 janvier sans atteindre un contrôle territorial suffisant pour le retour des civils

La RN1 demeure impraticable à plusieurs points en raison de l'activité des gangs et des barrages communautaires

Environ 6 000 nouveaux PDI générés à Port-au-Prince depuis le 6 janvier suite aux opérations de sécurité intensifiées

Les opérations du centre-ville emploient des armes lourdes et des drones mais manquent d'établissement d'autorité civile de suivi

Médecins Sans Frontières a suspendu les activités à Bel-Air après qu'un incident de tirs croisés ait tué un ex-volontaire

Seulement 10 pour cent des installations de santé à capacité hospitalière pleinement opérationnelles au milieu de la vague de déplacements

DECISIONS RECOMMANDEES

Désigner la RN1 comme non permissive pour les mouvements de routine du personnel et le trafic commercial jusqu'à ce que des améliorations de sécurité soutenues soient démontrées

Acheminer tous les accès au nord d'Haïti par la passerelle aérienne du Cap-Haïtien ou les options maritimes lorsque réalisable

Maintenir au moins des tampons d'approvisionnement de 30 jours à Port-au-Prince et dans les centres régionaux pour tenir compte des fermetures imprévisibles de corridors

Développer des plans d'urgence pour l'évacuation rapide d'installations si les opérations de sécurité s'approchent des enceintes organisationnelles

Engager la PNH et la GSF pour une notification préalable des opérations planifiées près des sites humanitaires

Préparer la capacité de réponse aux déplacements pour des vagues additionnelles potentielles si les opérations s'étendent à d'autres zones tenues par les gangs



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 3: La Force de Suppression des Gangs autorisée par la Résolution 2793 du CSNU déploie actuellement environ 1 000 effectifs, principalement des policiers kényans arrivés en rotations multiples entre juin 2024 et décembre 2025. Le 22 janvier, l'Envoyé spécial de l'ONU Carlos Ruiz-Massieu a annoncé que des contingents additionnels sont attendus d'arriver d'ici avril 2026, avec la force projetée d'atteindre la force autorisée complète de 5 500 troupes d'ici l'été ou l'automne 2026, sous réserve de financement soutenu et d'engagements des pays contributeurs. Le concept de mission de la GSF se concentre sur des opérations anti-gangs guidées par le renseignement, la protection des infrastructures critiques incluant les installations aéroportuaires et portuaires, et la sécurisation de corridors humanitaires en soutien aux opérations de la PNH et des Forces Armées d'Haïti.

L'écart de six mois entre le déploiement actuel et la force complète projetée crée une fenêtre de vulnérabilité critique durant laquelle le contrôle territorial des gangs est peu susceptible d'être fondamentalement défié. Les effectifs actuels de la GSF restent insuffisants pour mener des opérations soutenues au-delà de Port-au-Prince et des corridors prioritaires immédiats, forçant la dépendance sur des balayages épisodiques de la PNH plutôt que l'établissement d'une présence de sécurité permanente dans les zones contestées. Le contingent kényan a gagné de l'expérience opérationnelle depuis mi-2024 mais fait face à des questions persistantes sur la durabilité du mandat étant donné la capacité limitée de rotation des troupes et la dépendance au financement externe qui a chroniquement sous-performé les engagements des donateurs.

L'architecture de soutien de sécurité internationale combine la GSF autorisée par l'ONU avec le

soutien consultatif bilatéral des États-Unis et d'autres partenaires, créant des exigences de coordination complexes et des lacunes potentielles dans l'unité opérationnelle. La GSF opère sous un mandat de soutien plutôt que des autorités de maintien de la paix complètes, limitant sa capacité à mener indépendamment certaines actions d'application. Cela contraint la flexibilité opérationnelle et crée des dépendances à la prise de décision de la PNH qui peut ne pas toujours s'aligner avec les priorités internationales. La génération de force retardée soulève également des questions sur le fait que la date du premier tour d'élections planifiée au 30 août 2026 reste réaliste étant donné les prérequis de sécurité pour l'enregistrement des électeurs à l'échelle nationale et les opérations de bureaux de vote.

Aux fins de planification, les parties prenantes devraient supposer que les améliorations de l'environnement de sécurité avant mi-2026 seront limitées à des zones géographiques spécifiques où la GSF et la PNH concentrent les ressources, principalement le centre-ville de Port-au-Prince, les environs de l'aéroport, et des routes artérielles sélectionnées. Le contrôle territorial des gangs restera probablement près des niveaux actuels à travers la majeure partie de la capitale et du Bas-Artibonite jusqu'à ce que la force atteigne des niveaux suffisants pour des opérations simultanées dans plusieurs zones contestées. Le calendrier été 2026 pour le déploiement complet suggère également que tout dividende de sécurité significatif de l'intervention internationale ne se matérialisera pas avant la seconde moitié de l'année au plus tôt.



CONTEXTE HISTORIQUE

Le Kenya a dirigé la Mission Multinationale de Soutien à la Sécurité à partir de juin 2024 après des mois de retard dus à des défis légaux et des négociations de financement. L'autorisation du CSNU de septembre 2025 a transformé la mission en Force de Suppression des Gangs avec un mandat amélioré mais a maintenu le Kenya comme contributeur principal et ne l'a pas convertie en une opération traditionnelle de maintien de la paix de l'ONU.

POINTS DE DISCUSSION

La GSF déploie actuellement environ 1 000 effectifs contre un plafond autorisé de 5 500 troupes
La force complète projetée pour l'été-automne 2026 en attente de financement et de contributions de troupes

Le déploiement sous-effectif limite la GSF aux corridors prioritaires et à la protection des infrastructures critiques

Les niveaux de force actuels insuffisants pour défier fondamentalement le contrôle territorial des gangs au-delà des opérations localisées

Le contingent kényan fait face à des questions de durabilité étant donné les exigences de rotation et les dépendances de financement

L'environnement de sécurité peu susceptible de soutenir des opérations électorales à l'échelle nationale avant des augmentations substantielles de force

DECISIONS RECOMMANDEES

Planifier les budgets de sécurité et les évaluations de risque en supposant que l'environnement de haute menace actuel continue au moins jusqu'à mi-2026
Concentrer les opérations de terrain dans les zones avec présence établie de la GSF plutôt que d'attendre des améliorations de sécurité larges
Surveiller les annonces de génération de force des pays contributeurs comme indicateur avancé d'accélération du déploiement
Engager la BINUH et le commandement de la GSF sur la priorisation des corridors humanitaires pour aligner les plans opérationnels
Préparer des scénarios d'urgence pour les ajustements de calendrier électoral si les conditions de sécurité restent non permissives
Intégrer les améliorations de sécurité retardées dans la conception du programme annuel et éviter les hypothèses de planification trop optimistes



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

DEVELOPPEMENT 4: Le Plan de Réponse Humanitaire 2026 d'Haïti cherche 880 millions de dollars pour assister 4,2 millions des 6,4 millions de personnes dans le besoin, représentant plus de la moitié de la population nationale. Le plan priorise les départements de l'Ouest, du Centre, et de l'Artibonite où la violence affecte directement les populations civiles aux côtés du soutien aux communautés d'accueil de personnes déplacées internes dans les régions plus stables du Grand Sud et du Grand Nord. Malgré le lancement du 18 décembre 2025, le financement début 2026 reste sévèrement contraint, forçant le Programme Alimentaire Mondial à réduire de moitié les rations et à suspendre les programmes de repas chauds en raison d'un déficit de 139 millions de dollars. Les évaluations de sécurité alimentaire projettent que les conditions de phase Crise et Urgence persisteront jusqu'en mai 2026, avec des impacts particulièrement sévères à Port-au-Prince, Cité Soleil, Croix-des-Bouquets, et les sites de déplacement.

La crise humanitaire interagit directement avec les dynamiques de sécurité alors que l'expansion territoriale des gangs dans les départements de l'Artibonite et du Centre a perturbé la production agricole dans des zones historiquement productives. Entre janvier et août 2025, les homicides intentionnels dans ces deux départements ont augmenté de 210 pour cent comparé à 2024, avec 1 303 victimes enregistrées. Cette violence coïncide avec les périodes de plantation et de récolte, créant des effets en cascade sur la sécurité alimentaire qui s'étendent au-delà des zones de conflit immédiates. La combinaison de déplacement, de perturbation agricole, et de déficits de financement crée des conditions où les besoins humanitaires s'étendent plus rapidement que la capacité de réponse, particulièrement alors que la population de 1,4 million de déplacés internes requiert une assistance soutenue.

Les contraintes d'accès opérationnel aggravent les limitations de financement alors que les acteurs humanitaires font face à des barrières systématiques pour atteindre les populations dans le besoin.

La fermeture du corridor de la Route Nationale 1 affecte l'accès au Bas-Artibonite tandis que le contrôle urbain des gangs limite les mouvements dans les quartiers de Port-au-Prince. La suspension des activités de Médecins Sans Frontières à Bel-Air après un incident de tirs croisés du 6 janvier illustre que même les organisations avec une expérience de crise étendue font face à des conditions de sécurité intenable lorsque prises entre les positions des gangs et les opérations des forces de sécurité. Avec seulement 10 pour cent des installations à capacité hospitalière pleinement opérationnelles et 4,9 millions de personnes nécessitant une assistance médicale d'urgence, le système de santé opère dans un état de quasi-effondrement.

L'écart de financement humanitaire crée des risques opérationnels directs pour les organisations internationales et les entreprises alors que les besoins non satisfaits entraînent des mouvements de population, augmentent les menaces de sécurité, et déstabilisent des zones précédemment considérées relativement sûres. Les populations déplacées internes mettent à rude épreuve les ressources des communautés d'accueil, générant potentiellement des tensions et des conflits localisés sur des services rares. La combinaison d'insécurité alimentaire, d'effondrement du système de santé, et de déplacement massif crée des conditions propices aux épidémies de maladies, compliquant davantage les environnements opérationnels. Les organisations devraient se préparer à des scénarios où les conditions humanitaires se détériorent plus rapidement que les améliorations de sécurité ne se matérialisent.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti fait face à des besoins humanitaires chroniques depuis le tremblement de terre de 2010, mais la crise politique post-2021 et l'expansion territoriale des gangs ont transformé des défis gérables en conditions d'urgence aiguës. Le contrôle des gangs sur les zones agricoles et les routes d'approvisionnement représente un changement structurel qui convertit la violence urbaine en crise de sécurité alimentaire nationale.

POINTS DE DISCUSSION

Le PRH cible 4,2 millions de personnes avec un appel de 880 millions de dollars faisant face à de sévères déficits de financement en début d'année

Le PAM forcé de réduire de moitié les rations et de suspendre les repas chauds en raison d'un déficit de financement de 139 millions de dollars

Environ 1,4 million de personnes déplacées internes requièrent une assistance soutenue à travers plusieurs secteurs

L'expansion des gangs dans les zones agricoles de l'Artibonite a généré une augmentation de 210 pour cent des homicides et perturbé la production

Seulement 10 pour cent des installations de santé à capacité hospitalière pleinement opérationnelles avec 4,9 millions nécessitant des soins médicaux d'urgence

MSF a suspendu les opérations à Bel-Air après un incident de tirs croisés exposant les risques même pour les intervenants de crise expérimentés

DECISIONS RECOMMANDEES

Prioriser les interventions de sauvetage sur la programmation de résilience à moyen terme étant donné les contraintes de ressources et les limitations d'accès

Établir la redondance de la chaîne d'approvisionnement incluant le prépositionnement dans plusieurs emplacements pour tenir compte des fermetures de corridors

Coordonner étroitement avec le PAM et OCHA sur les points chauds de sécurité alimentaire nécessitant une allocation urgente de ressources

Développer des protocoles pour la suspension temporaire de programme et le retrait du personnel si les conditions de sécurité autour des sites se détériorent

Surveiller les mouvements de population PDI comme indicateur d'alerte précoce pour les changements de situation de sécurité

Intégrer les évaluations de capacité du système de santé dans toute planification d'opérations de terrain étant donné les limitations d'installations



CONFIANCE



Haute confiance basée sur des rapports institutionnels officiels.

CE QU'IL FAUT SURVEILLER ENSUITE

PROCHAINES 24 A 48 HEURES

Surveiller toute tentative renouvelée du CPT de modifier la composition du gouvernement maintenant que l'effort initial de révocation du PM a échoué et que l'avertissement américain est public. Des manœuvres institutionnelles additionnelles pourraient déclencher des annonces immédiates de sanctions ou une pression internationale escaladée. Surveiller les déclarations de la CARICOM ou de l'OEA répondant aux tensions de gouvernance alors que les organisations régionales évaluent la stabilité de transition. Suivre les annonces opérationnelles de la PNH concernant le corridor de Bercy alors que des combats soutenus au-delà de trois semaines suggèrent soit une percée imminente soit une impasse opérationnelle potentielle nécessitant des ajustements tactiques.

CETTE SEMAINE

Les réunions de dialogue national entre le CPT et les coalitions politiques prévues de se poursuivre avec des sessions impliquant les représentants de l'accord Montana, les signataires de l'accord du 21 décembre, et des formations additionnelles de la société civile. Des propositions substantielles émergeant de ces discussions pourraient façonner l'architecture de transition post-échec ou inversement exposer des divisions irréconciliables nécessitant une médiation externe. La GSF et la PNH annonceront probablement les résultats des opérations en cours à Port-au-Prince incluant tout quartier additionnel rétrogradé du statut de sécurité rouge ou inversement tout retrait tactique de zones précédemment nettoyées. Les réunions de coordination humanitaire aborderont la réponse

au déplacement pour environ 6 000 nouveaux PDI depuis le 6 janvier et des mouvements additionnels potentiels si les opérations s'étendent.

HORIZON STRATEGIQUE

La période entre maintenant et début avril représente la fenêtre finale pour obtenir des améliorations de sécurité significatives avant que l'expansion de force projetée de la GSF ne commence. L'échec à démontrer des gains de contrôle territorial durables durant cette période entraînera probablement une réévaluation de la faisabilité de la date d'élection du 30 août et forcera potentiellement des ajustements du calendrier électoral. Les décisions des donateurs internationaux sur le financement du PRH au premier trimestre détermineront si la réponse humanitaire peut s'adapter pour répondre aux besoins croissants ou doit conduire des coupes de programme supplémentaires. Les arrangements de gouvernance post-échec se cristalliseront entre fin janvier et mi-février alors que les acteurs politiques soit convergent sur un cadre de transition de consensus soit se fragmentent en revendications d'autorité concurrentes nécessitant un arbitrage international.

SOURCES PRIMAIRES

1. Couverture du Nouvelliste de la tentative du CPT de révoquer le Premier ministre et l'avertissement américain (21-22 janvier 2026)
2. Compte X officiel de la présidence haïtienne annonçant le dialogue national (18 janvier 2026)
3. Couverture du National des propositions de transition de COPPOS-Haïti au CPT (janvier 2026)
4. Publication HaitiLibre de la proposition de l'Initiative de la Société Civile pour compléter la transition (janvier 2026)
5. Article UN News sur la crise haïtienne et le contrôle territorial des gangs (20-21 janvier 2026)
6. Explicatif de l'ONUSC sur le crime organisé et la violence des gangs en Haïti (21 janvier 2026)
7. Prévisions mensuelles du Security Council Report sur Haïti (janvier 2026)
8. Reportage HaitiLibre sur les opérations de la PNH dans le corridor de Bercy (22 janvier 2026)
9. Rapport hebdomadaire de sécurité HALO Solutions couvrant les opérations de Bercy (6-13 janvier 2026)
10. Rapport de situation OCHA sur les attaques de Montrouis et le déplacement (6 janvier 2026)
11. Couverture de Rezo Nodwes des chiffres de déplacement de Port-au-Prince (janvier 2026)
12. Reportage Reuters sur le calendrier de déploiement et la force de la GSF (22 janvier 2026)
13. Transcription du briefing du Conseil de sécurité de l'ONU par le Représentant spécial de la BINUH (20-21 janvier 2026)
14. Publication Relief Web des documents du Plan de Réponse Humanitaire 2026 (décembre 2025)
15. Article de fond The New Humanitarian sur la violence des gangs et la sécurité alimentaire (21 janvier 2026)
16. Documents du Programme de Suivi du Personnel du FMI sur les indicateurs macroéconomiques d'Haïti (2025)
17. Avis aux voyageurs du Département d'État américain pour Haïti (à jour en janvier 2026)
18. Avis aux voyageurs du gouvernement du Canada pour Haïti (mis à jour le 19 décembre 2025)